

PREFECTURE DU LOIRET
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
SERVICE AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

A R R E T É
portant création des statuts de l'Association Foncière de Remembrement
d'Auvilliers en Gâtinais

Le Préfet du Loiret,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu les articles du Code rural modifiés et relatifs aux Associations Foncières de Remembrement (L123-9, L131-1, L133-1 à L 133-6, R123-8-1, R 131-1, R133-1 à R133-15),

Vu l'article 95 de la loi n° 2005-157 de Développement des Territoires Ruraux du 23 février 2005 modifié par l'article 42 de la loi n°2006-11 d'Orientation Agricole du 5 Janvier 2006,

Vu l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires et son décret d'application n° 2006-504 du 3 mai 2006,

Vu le décret du 18 septembre 2014 nommant Monsieur Michel JAU, Préfet de la région Centre-Val de Loire, Préfet du Loiret,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 février 1984 rendant définitif le plan de remembrement,

Vu les arrêtés préfectoraux des 2 octobre 1981 et 11 mai 2011 portant respectivement institution et dernier renouvellement du bureau de l'association foncière de remembrement d'Auvilliers en Gâtinais,

Vu la délibération de l'assemblée des propriétaires du 9 avril 2015 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association,

Considérant l'obligation de l'association foncière de remembrement d'Auvilliers en Gâtinais d'adopter des statuts qui soient conformes aux dispositions de l'ordonnance pré-citée,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret,

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Les statuts de l'association foncière de remembrement d'Auvilliers en Gâtinais sont validés.

Article 2 : Les statuts de l'association foncière de remembrement d'Auvilliers en Gâtinais sont annexés au présent arrêté.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Loiret, le président de l'association foncière et la directrice départementale des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et dont une copie sera notifiée aux intéressés.

Fait à Orléans, le 8 juin 2015

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Hervé JONATHAN

Annexes consultables auprès du service émetteur

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet du Loiret - 181, rue de Bourgogne 45042 Orléans cédex
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif :
28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cédex 1